Nouvelles locales du mardi 23 août 2011

@rib News, 23/08/2011Ï SociÃ©tÃ©Â - Le Conseil national de sÃ©curitÃ© du Burundi, sous la prÃ©sidence de Pierre Nkurunziz
sâ€™insurge contre les propos tenus ces derniers jours par certains mÃ©dias burundais, des propos qui semblent encourager
les violences au Burundi. Selon le ministre de la DÃ©fense et des anciens combattants, General Gaciyubwenge, mÃªme
les membres de la sociÃ©tÃ©Â civile et des politiciens de lâ€™opposition sont accusÃ©s de tenir des propos qui encouragent le
violences au Burundi. [Isanganiro/Rtnb/Bonesha]
- Les dÃ©clarations du ministre Gaciyubwenege au nom du Conseil national de sÃ©curitÃ© ont rÃ©voltÃ© les membres des
organisations de la sociÃ©tÃ© civile, les mÃ©dias et les partis de lâ€™opposition, surtout ceux de lâ€™Alliance des DÃ©mocra
le Changement (ADC-Ikibiri). Le DÃ©lÃ©guÃ© gÃ©nÃ©ral du FORSC, Pacifique NInahazwe, sâ€™est montrÃ© prÃ©occupÃ©
dÃ©clarations accusant les mÃ©dias, la sociÃ©tÃ© civile et les opposants politiques dâ€™Ãªtre Ã la source des troubles dans
Selon Nininahazwe, le pouvoir semble ne pas faire une diffÃ©rence entre les opposants politiques et les partis
dâ€™opposition. Â«Â Nous ne cherchons pas de intÃ©rÃªts politiquesÂ Â» a soulignÃ© le dÃ©lÃ©guÃ© gÃ©nÃ©ral du Forsc F
Nininahazwe. [Rtr/Bonesha/Rpa/Isanganiro]- Selon le prÃ©sident de lâ€™Union Nationale des Journalistes (UBJ) Alexandre
Niyungeko, les conditions de travail des journalistes ne vont pas changer Ã cause des accusations gratuites du Conseil
national de sÃ©curitÃ© du Burundi. Cependant, il souligne queâ€™il y a certaines fautes mais qui ne sont pas Ã mesure de por
prÃ©judice au fonctionnement des mÃ©dias. Il dÃ©plore que malgrÃ© les efforts des journalistes Ã faire respecter les droits de
lâ€™homme, les gens continuent Ã mourir mais les journalistes sont accusÃ©s Ã tort et Ã travers par le Conseil de sÃ©curitÃ©
faire des instigations Ã la haine. [Isanganiro]- Le porte-parole de lâ€™ADC-Ikibiri tire de son cÃ´tÃ© la sonnette. Chovineau
Mugwengezo trouve que le Conseil national de sÃ©curitÃ© nâ€™est pas Ã mesure de gÃ©rer les choses de ce pays suite Ã u
raison quâ€™il nâ€™a pas Ã©voquÃ©. Il dÃ©plore que ces derniers jours le Conseil de sÃ©curitÃ© est restÃ© muet alors que
des partis dâ€™opposition et de la sociÃ©tÃ© civile sont menacÃ©s pour leurs idÃ©es. [Isanganiro]SociÃ©tÃ©/Justice- Le mair
ville Evrard Giswaswa a promis de traduire devant la justice le prÃ©sident de lâ€™Observatoire de Lutte Contre la Corruption
et les malversations Economiques (Olucome) Gabriel Rufyiri pour diffamation, a-t-il soulignÃ© sur les ondes de lâ€™une des
stations de Bujumbura. Me Evrard Giswaswa sâ€™est dit choquÃ© par les propos tenus par le prÃ©sident de lâ€™Olucome, Ga
Rufuyiri lâ€™accusant dâ€™avoir transfÃ©rÃ© ces titres Ã son enfant de moins de 6 ans et souligne quâ€™il nâ€™a jamais fa
choses.- Selon Giswaswa, aucune loi burundaise nâ€™interdit le transfert des titres de propriÃ©tÃ©s Ã son enfant. Le prÃ©sid
de lâ€™Olucome est perÃ§u, par le maire, comme quelquâ€™un qui ment afin de trouver des fonds pour le fonctionnement de
son organisation. Gabriel Rufyiri avait soulignÃ© ce dimanche, en marge dâ€™une rÃ©union des reprÃ©sentants de lâ€™Oluco
dans tous le pays, que certains agents de lâ€™administration et les hauts cadres du pays sont directement impliquÃ©s dans
des affaires de malversations Ã©conomiques. Les membres de lâ€™Olucome avaient aussi menacÃ© dâ€™organiser dans les
prochains jours une marche-manifestation contre la vie chÃ¨re au Burundi. [Isanganiro/Rpa]- Les magistrats burundais
ont lancÃ© un prÃ©avis de grÃ¨ve pour rÃ©clamer la libertÃ© dans leur mÃ©tier et lâ€™actualisation des textes de ce corps. Se
Kabera, prÃ©sident du syndicat des magistrats du Burundi, les lois rÃ©gissant le corps juridique du Burundi sont vielles et
doivent Ãªtre revues bien que le gouvernement semble sâ€™y opposer. [Bonesha]